

# Afrique : seule la « dignité paysanne » enrayera l'exode des populations

**LIVRE** Pourquoi la désertion des campagnes alimente les routes migratoires

► Déogratias Niyonkuru est un homme de terrain.  
► Il arpente depuis plusieurs décennies les campagnes africaines.  
► Ses constats éclairent le cheminement qui peut conduire du statut d'« agriculteur » à celui de « migrant pour l'Europe ».

## ECLAIRAGE

Si vous voulez comprendre pourquoi, par milliers, des jeunes venus du Soudan, d'Éthiopie, d'Afrique centrale, de Guinée, sont prêts à mourir pour pouvoir tenter leur chance en Europe, si vous voulez saisir les causes profondes de cet exode, lisez un livre qui, à première vue, parle d'autre chose, « Pour la dignité paysanne ». Son auteur, Déogratias Niyonkuru n'est ni philosophe, ni démographe, ni professeur d'université. Mais le terrain africain, il connaît...

Ce n'est qu'après lui avoir décerné un prix couronnant une vie d'actions sur le terrain que la Fondation Roi Baudouin - lire ci-dessous -, s'étant rendu compte du caractère unique de l'expérience du lauréat, l'a encouragé à passer quelques mois à tirer par écrit les enseignements de son engagement. Le résultat est surprenant. L'auteur, qui a accumulé des informations de première main, fait preuve d'une grande liberté d'esprit et articule ses constats avec une telle clarté que l'on se demande pourquoi tant de chercheurs, avant lui, n'avaient pas mis en lumière d'aussi flagrantes évidences.

## Des recettes venues d'ailleurs

Car enfin, si les paysans, simplement, tentent de migrer vers les villes et de là prennent le chemin de l'Europe, c'est évidemment parce que les campagnes n'arrivent pas à les nourrir, qu'elles s'appauvrissent au lieu de se développer. Et cela après cinq ou six décennies d'aide au développement, d'investissements, de projets ! La raison d'un tel échec est simple : pas plus durant la période coloniale qu'après l'indépendance, les paysans n'ont été écoutés par ceux qui entendaient les « développer ». Il n'a pas été tenu compte de leur savoir-faire, de leur capacité à s'adapter au



## Déogratias Niyonkuru

Lauréat du prix Roi Baudouin pour le développement, il arpente depuis trois décennies les campagnes du Burundi, son pays d'origine, du Congo, du Cameroun, du Sénégal et d'ailleurs. Il a passé plus de soirées au coin du feu à deviser avec les paysans des villages et à siroter des bières tièdes qu'à fréquenter les cocktails où se retrouvent coopérants et autres spécialistes du développement. Ingénieur agronome de formation, il rentre au Burundi au début des années 2000 pour y fonder l'organisation « Aide au développement intégral et à la solidarité », Adisco.



Un groupe de femmes travaillant la terre en Ouganda : sur le continent africain, les recettes du développement ont toujours été imposées « d'ailleurs », d'« en haut ». © REPORTERS.

milieu, à varier les cultures pour assurer leur sécurité alimentaire.

Depuis que les Européens ont débarqué en Afrique, les « recettes » du développement des campagnes sont toujours venues d'ailleurs, d'en haut : puisqu'il s'agissait de générer des devises au bénéfice du budget national et aussi des villes, les cultures de rente, destinées à l'exportation, ont été favorisées (café, thé, coton...) tandis qu'étaient négligées les cultures vivrières assurées par les femmes et qui nourrissaient les familles... Certes, avec l'argent des coopérations, on a construit des centres de santé, des écoles, des moulins, des puits. Et puisque l'argent venait d'ailleurs, on n'a pas hésité à creuser de nouveaux puits, à reconstruire des bâtiments mal entretenus, à lancer de nouveaux projets sur les décombres des échecs antérieurs. Mais qui a jamais songé à demander aux paysans ce qu'eux, ils souhaitaient, ce

qu'ils jugeaient plus important pour leur communauté ? Une route afin de les désenclaver ? Un marché pour vendre leurs produits ? Une école ? A-t-on tenté de connaître les vœux des femmes, sur lesquelles repose l'économie familiale, essayé de comprendre leur système de « tontines », qui fonctionne encore mieux que les micro-crédits ?

## Au jour le jour

Aujourd'hui moins que jamais, la sécurité foncière n'a été assurée : pourquoi, toujours menacés par les accaparements de terre, risquant d'être chassés sans ménagement au bénéfice de grands projets fonciers ou de compagnies forestières ou minières, les paysans investiraient-ils dans la terre ? Convaincus de leur vulnérabilité, ils vivent au jour le jour et encouragent les jeunes à « prendre la route »...

Niyonkuru pulvérise les « mantras » du développement : durant des décennies, on a misé sur les « groupes-cibles » soit les plus vulnérables, les plus

pauvres, soit les plus entrepreneurs qui allaient penser-on, entraîner les autres dans leur ascension vers le progrès. Mais en privilégiant ainsi 20 % du monde rural, souligne-t-il, on a oublié les autres, les 80 % qui ne se sont pas retrouvés dans les programmes. L'auteur va loin : « Chez nous au Burundi, une paysanne qui ne gardait pas ses semences pour les réutiliser l'année suivante était répudiée. » Aujourd'hui assure-t-il, « les ruraux burundais ont été détruits par l'aide, qui distribue les semences, puis qui les vend et qui, insidieusement, impose les OGM, ces graines que l'on ne peut réutiliser l'année suivante, qu'il faut donc racheter... »

## Une « voie africaine »

Sortant du débat sans fin opposant le décollage par l'agriculture ou par l'industrialisation, Niyonkuru relève que, paradoxalement, ce sont les régions les plus peuplées qui génèrent de jeunes entrepreneurs très « agressifs » qui, sans émigrer vers les villes, se lancent dans des métiers non agricoles : artisanat, réparateurs

de motos, vélos et autres portables, commercialisation et transformation de produits agricoles, petits commerces.

D'une lecture aisée, bien éditée grâce aux efforts du Grip, cet ouvrage devrait toucher un public plus large que celui des « spécialistes » du développement, car il apporte des clés pour comprendre les échecs du passé et propose des solutions innovantes pour l'avenir. Mais surtout, il pulvérise l'idée selon laquelle l'Afrique devrait « rattraper » les autres alors qu'en réalité, elle doit se forger des repères et des objectifs qui correspondent à ses valeurs, définir une voie qui lui soit propre. Bref imposer sa dignité, au départ de ces campagnes si souvent méprisées, mais où rôdent encore le souvenir des ancêtres et l'âme des peuples... ■

COLETTE BRAECKMAN



## En Catalogne, le blocage jusqu'à quand ?

**ESPAGNE** Le sort de Carles Puigdemont divise de plus en plus les indépendantistes

### MADRID

DE NOTRE CORRESPONDANT

Le report de l'investiture du président catalan, initialement prévue mardi dernier, a créé une situation inédite en Catalogne en mettant en lumière le vide juridique qui entoure ce débat institutionnel. Ce dernier est censé être organisé, selon le statut d'autonomie catalan, au plus tard deux semaines après la session inaugurale du parlement régional. Cette dernière ayant eu lieu le 17 janvier, les députés catalans avaient donc, dans le cas présent, jusqu'au 31 janvier pour voir le candidat à la présidence - en l'occurrence Carles Puigdemont - présenter son programme et se soumettre au vote d'investiture. Trois jours après cette date butoir, il n'y a eu en

Catalogne ni débat ni vote, et encore moins investiture. Et personne ne sait quand celle-ci se déroulera.

### Délai maximum de deux mois

« Les services juridiques du parlement catalan sont ceux qui doivent décider », a expliqué vendredi le porte-parole du gouvernement espagnol Iñigo Mendez de Vigo. Leurs recommandations devraient être connues en début de semaine prochaine. L'enjeu principal, et qui divise les juristes en Espagne, est de savoir si le compte à rebours pour l'investiture du président de l'exécutif régional a déjà commencé, en dépit de l'absence de débat. Le règlement de la chambre établit un délai maximum de deux mois pour l'élec-

tion du président à partir de la première session d'investiture. Passée cette limite, la chambre est dissoute et de nouvelles élections sont convoquées.

Si les services juridiques parlementaires considèrent que le décompte a été enclenché mardi dernier, la limite pour l'investiture serait automatiquement fixée au 31 mars. Dans le cas contraire, le calendrier resterait à déterminer et dépendra en grande partie de la stratégie des indépendantistes, qui apparaissent de plus en plus divisés quant à la candidature de Puigdemont. C'est peut-être la leçon principale à retenir du report annoncé ce mardi. Échaudée par les déboires avec la justice espagnole de plusieurs de ses dirigeants, la Gauche républicaine

de Catalogne (ERC) souhaite désormais une investiture « qui présente des garanties, qui soit effective et qui n'implique pas de conséquences judiciaires », a expliqué vendredi sa secrétaire générale Marta Rovira.

La veille, le leader d'ERC Oriol Junqueras, en prison préventive depuis début novembre, avait évoqué la possibilité d'une « présidence symbolique » pour Puigdemont, alors que le poste serait occupé par quelqu'un d'autre à Barcelone. Deux messages, durement critiqués par les proches de l'ancien président déchu et par plusieurs responsables de sa coalition Ensemble pour la Catalogne, qui montrent une fracture de plus en plus grande dans les rangs séparatistes. ■

GUILLAUME BONTOUX

## LESGENS

### « Fidelito », le fils aîné de Fidel Castro, n'est plus

Un peu plus d'un an après son père, Fidel Castro Diaz-Balart est décédé à l'âge de 68 ans. Appelé « Fidelito » et docteur en physique nucléaire, il était assez discret et n'aspirait pas à un poste politique. Mais c'était le premier fils déclaré de Fidel Castro. Fidel père, infidèle, avait vite divorcé de sa première épouse Mirta Diaz-Balart, dont le père était secrétaire d'Etat de l'Intérieur du dictateur Batista. La garde de l'enfant avait donné lieu à de riches rebondissements. La famille Diaz-Balart demeure un des piliers de l'exil cubain basé à Miami, et « Fidelito » avait pour cousin le républicain Mario Diaz-Balart,



farouche anti-castriste siégeant aujourd'hui à la Chambre des représentants. Fidelito aurait mis fin à ses jours après une profonde dépression. Dans les années 1980, Fidel Castro père avait chargé son fils de construire la première centrale nucléaire cubaine. Elle n'a jamais vu le jour à cause de la chute de l'URSS. (L.H.)

© REPORTERS